

**Unité bi-départementale
Calvados – Manche**

CAEN, le 04/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/02/2023

Contexte et constats

Publié sur 

SPIRIT FRANCE DIFFUSION

**LD ZONE D'ACTIVITES DE REUX
14130 Reux**

Références : 2023-170
Code AIOT : 0005306336

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/02/2023 dans l'établissement SPIRIT FRANCE DIFFUSION implanté LD ZONE D'ACTIVITES DE REUX 14130 Reux. L'inspection a été annoncée le 16/12/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SPIRIT FRANCE DIFFUSION
- LD ZONE D'ACTIVITES DE REUX 14130 Reux
- Code AIOT : 0005306336
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société SPIRIT FRANCE DIFFUSION est spécialisée dans la fabrication du Calvados. Les installations, exploitées sur le site de Reux, ont été mises en exploitation en décembre 2014, avec deux chais de stockage de Calvados, sur les cinq prévus initialement. En 2016, les activités ont été étendues par la création de trois chais de stockage de calvados supplémentaires, d'une cuverie, d'une unité d'embouteillage et de stockage de produits finis. Cette extension occupe les locaux d'un ancien site industriel voisin. Les nouvelles installations ont été mises en service en février 2017.

Les activités relèvent de la législation sur les installations classées et sont autorisées par un arrêté préfectoral du 9 novembre 2016 (statut SEVESO seuil bas).

La visite "terrain" a permis de contrôler les activités matières premières, embouteillage, stockage de produits finis et local sprinklage du site de Reux II. L'Inspection s'est rendue au niveau de la réserve incendie de 1 000 m3 et du bassin de confinement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites de la précédente visite d'inspection;
- stratégie de défense contre l'incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
3	Déclaration et rapport	Arrêté Préfectoral du 09/11/2016, article 2.5.1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Zones susceptibles d'être à l'origine d'une explosion	Arrêté Préfectoral du 09/11/2016, article 8.3.4	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
5	Liste de mesures de maîtrise des risques	Arrêté Préfectoral du 09/11/2016, article 8.5.1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
6	Organisation de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 09/11/2016, article 8.6.1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
7	Moyens de lutte	Arrêté Préfectoral du 09/11/2016, article 8.7.4.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 09/11/2016, article 8.7.5	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
9	Plan d'opération interne	Arrêté Préfectoral du 09/11/2016, article 8.7.11	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
10	Zones de confinement des eaux polluées	Arrêté Préfectoral du 09/11/2016, article 8.7.12.1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Nature des installations	Arrêté Préfectoral du 09/11/2016, article 1.2.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'établissement dispose de personnels formés dont 10 équipiers de seconde intervention aptes à intervenir rapidement sur un feu naissant. A leur disposition, ces derniers trouveront des extincteurs, des robinets incendie armés et des points incendie additivés pour lutter efficacement. En complément, un gardien présent en permanence effectue les premières missions en cas d'incendie ou de pollution. Toutefois, le potentiel hydraulique de l'établissement prescrit par arrêté préfectoral n'est pas avéré au moment de la visite d'inspection. Aussi, l'Inspection propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant de le respecter et de s'assurer rapidement de la disponibilité des moyens internes et externes pour l'atteindre. Dans cette attente, l'exploitant doit renforcer les rondes dans tous les locaux à risque (ie locaux contenant des alcools de bouche inflammables). De plus, n'ayant pas répondu aux demandes formulées dans le dernier rapport d'inspection du 15 juillet 2020, l'Inspection rappelle par voie de lettre préfectorale ses obligations à l'exploitant et le caractère grave de ces manquements.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nature des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/11/2016, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Classement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Voir annexe confidentielle
Constats : L'état des stocks transmis ne permet pas de déterminer aisément si l'exploitant respecte les quantités maximales stockées. Ainsi l'exploitant comptabilise les volumes d'alcool de bouche en hectolitres d'alcool pur tandis que l'unité de la nomenclature de la rubrique 4755 indique des volumes en m3. L'exploitant a complété sa comptabilisation afin de prendre en compte cette remarque de l'Inspection avant la fin de la visite. Les volumes relevés permettent de constater que l'exploitant respecte les quantités maximales autorisées par son arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter au niveau de Reux I et Reux II.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Etat des matières stockées
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>Les dispositions « du présent article » sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p> <p>Constats : La fréquence de mise à jour de l'état des stocks était mensuelle avant cette inspection. L'exploitant a décidé de revoir sa fréquence et de réaliser un état des stock de manière hebdomadaire. Toutefois, les alcools de bouche sont des produits qui relèvent des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. A ce titre, il s'agit de matières dangereuses qui nécessitent une fréquence quotidienne d'actualisation de l'état des stocks. En outre, l'état des stocks présenté ne permet pas de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. L'exploitant indique qu'en cas de coupure des énergies sur le serveur hébergeant les données et/ou d'impossibilité d'accéder au site, il ne sera pas possible de présenter un état des stocks. Ainsi, l'état des stocks n'est ni accessible à tout moment, ni mis à jour quotidiennement.</p> <p>L'Inspection demande que cet état des stocks soit réalisé de manière quotidienne et disponible en permanence (même en cas d'impossibilité pour se rendre sur le site ou en cas de coupure des énergies). Cet état des stocks doit permettre pas de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Déclaration et rapport
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/11/2016, article 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration et rapport
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Cela concerne notamment les situations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> événement avec conséquence humaine ou environnementale ; événement avec intervention des services d'incendie et de secours ; pollution accidentelle de l'eau, du sol, du sous-sol ou de l'air ; rejets de matières dangereuses ou polluantes, même sans conséquence dommageable, à l'exception des rejets émis en fonctionnement normal. <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis dans les quinze jours par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> la situation des installations au moment de l'incident ; une description chronologique des faits ; les mesures mises en œuvre pour placer les unités en position de sûreté ; une première estimation qualitative et quantitative des conséquences (humaines, matérielles, économiques ou environnementales) de l'événement. <p>Ce rapport est complété dans les meilleurs délais par :</p> <ul style="list-style-type: none"> une analyse des causes, des circonstances ayant conduit à l'incident ainsi que les conséquences de ce dernier ; les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. <p>En outre et dans la mesure du possible, l'exploitant informe l'inspection des installations classées des événements particuliers, tels feu, odeurs, bruit significatif, survenu sur son site dont il a connaissance et qui sont perceptibles de l'extérieur du site.</p> <p>Constats : Lors de la visite du 15 juillet 2020, l'inspection a noté que deux incidents sont signalés : "-Octobre 2019 : départ de feu lors de la déconnexion d'un chariot élévateur (arc électrique). Le feu est maîtrisé par les agents sur place au moyen d'extincteurs. La zone de charge a été déplacée dans une zone dédiée au sein du auvent d'expédition (murs coupe-feu). Un rapport d'incident est à transmettre en application de l'article 2.5.1 de l'arrêté d'autorisation (observation 2020-1) ; -28 mai 2020 : départ de feu au niveau du ballon d'eau chaude situé dans le local de maintenance, propagé à un carton situé à proximité. Alerte par la détection incendie. Le feu, d'origine électrique, est maîtrisé par les agents sur place au moyen d'extincteurs. Le SDIS a constaté l'extinction. L'analyse de l'événement met en évidence l'absence de contrôle périodique de ce type d'équipement. Un complément de contrôle est à l'étude."</p> <p>Interrogé sur les suites données à ces incidents lors de l'inspection du 2 février 2023, l'exploitant n'a pu les préciser. Par mail du 6 février 2023, il a indiqué avoir retrouvé le rapport d'accident de l'événement d'octobre 2019 et s'est engagé à le transmettre. L'analyse du rapport transmis précise des actions à mettre en œuvre. Celles-ci n'ont donné lieu à aucune prise en compte. Le rapport d'accident finalisé prenant en compte les actions correctives identifiées et leurs dates de réalisation est à transmettre à l'inspection dans les meilleurs délais. Concernant le "complément de contrôle à l'étude" pour l'incident du 28 mai 2020, l'exploitant a indiqué par mail du 15 février 2023 qu'il continue de chercher les enseignements à tirer de cet événement, mais, selon lui, les causes racine de l'échauffement ont été prises en compte.</p> <p>L'exploitant déclare qu'un contrôle en interne du serrage des cosses sur tous les équipements similaires a été réalisé. Il justifiera à l'Inspection la réalisation de l'action sus-évoquée et tiendra ce document/rapport à disposition de l'Inspection. Ce point pourra faire l'objet d'un contrôle lors d'une prochaine visite d'inspection.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Zones susceptibles d'être à l'origine d'une explosion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/11/2016, article 8.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, DRPCE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement un rapport annuel, établi par un organisme compétent, comportant la description des équipements et appareils présents dans les zones où peuvent apparaître des explosions ainsi que les conclusions de l'organisme sur la conformité de l'installation et les éventuelles mesures à prendre pour assurer cette conformité au regard du décret et de l'arrêté susmentionnés.</p> <p>A la mise en service des installations, l'exploitant réalise des mesures visant à s'assurer de l'absence d'atmosphère explosive dans les chais. Ces mesures sont renouvelées une fois par an, en période la plus défavorable (été). Les résultats sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : Lors de la visite menée le 15 juillet 2020 l'inspection a constaté l'écart 2020-5 qui indique que : "Le zonage ATEX reste à confirmer pour les installations de Reux, afin de garantir que les équipements alimentés électriquement (pompes) sont situés en dehors de toute zone à risque."</p> <p>Interrogé sur cet écart lors de la visite d'inspection menée le 2 février 2023, l'exploitant précise qu'une intervention a été réalisée le 25 janvier 2023 pour la détermination du zonage ATEX des installations. L'exploitant a reconnu que rien n'avait avancé sur ce point avant la programmation de la visite d'inspection de 2023.</p> <p>Par mail du 6 février 2023, l'exploitant a transmis le rapport de l'intervention effectuée le 25 janvier 2023 par le bureau d'étude APAVE (n° de mission : 22496403) qui détermine les zones à risques d'explosion (zones ATEX) relatives à l'exploitation des installations sur le site de REUX.</p> <p>La détermination des zones à risques d'explosion constitue la première étape de l'évaluation des risques spécifiques créés ou susceptibles d'être créés par des atmosphères explosives. Le bureau d'étude précise que: "SPIRIT FRANCE DIFFUSION doit également mettre en place les prescriptions applicables à la prévention, la réduction, la formation, la signalisation des risques liés à la présence d'atmosphères explosives. Les étapes suivantes concernent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le marquage à l'entrée des ateliers / à proximité des zones dangereuses (panneau normalisé EX), - la vérification de la conformité du matériel (électrique et non électrique) implanté et utilisé dans les ateliers - la formalisation de l'évaluation des risques spécifiques liés aux atmosphères explosibles en cohérence avec l'évaluation des risques professionnels déjà intégrée au document unique et en prenant en compte les résultats de la vérification de la conformité du matériel, - la formation du personnel, - la rédaction d'un document de synthèse présentant le classement des zones ATEX et la synthèse des différents points évoqués ci-dessus (DRPCE – Document Relatif à la Protection Contre les Explosions)." <p>L'exploitant doit poursuivre les étapes comme le suggère le bureau d'étude afin de respecter la prescription préfectorale. A réception du rapport final sur l'adéquation des équipements électriques, l'exploitant traitera les éventuels écarts ou non conformités et établira un plan d'action le cas échéant. L'Inspection rappelle le caractère annuel de la prescription et la période défavorable (été) devant être retenue.</p> <p>L'Inspection demande à l'exploitant de traiter sous trois mois les éventuels écarts ou non conformités sur les équipements se trouvant en zone ATEX et d'établir un plan d'action le cas échéant. Ce plan d'action ou la justification du traitement des éventuelles non conformités sera tenu à disposition de l'Inspection. Ce point pourra donner lieu à un contrôle lors de la prochaine visite d'inspection.</p> <p>L'exploitant doit dès 2024 effectuer son contrôle à la période défavorable (été).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/11/2016, article 8.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, MMR
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit la liste des mesures de maîtrise des risques identifiées dans l'étude de dangers et des opérations de maintenance qui s'y rapportent. Elle est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et fait l'objet d'un suivi rigoureux.</p> <p>Ces dispositifs sont contrôlés périodiquement et maintenus au niveau de fiabilité décrit dans l'étude de dangers, en état de fonctionnement selon des procédures écrites.</p> <p>Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées.</p> <p>En cas d'indisponibilité d'un dispositif ou élément d'une mesure de maîtrise des risques, l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place les mesures compensatoires dont il justifie l'efficacité et la disponibilité.</p>
<p>Constats : Lors de la visite menée le 15 juillet 2020 l'inspection a constaté l'écart 2020-4 qui indique que : "La liste des mesures de maîtrise des risques identifiée dans l'étude des dangers doit être mise en place "</p> <p>Interrogé sur cet écart lors de la visite d'inspection menée le 2 février 2023, l'exploitant n'a pas pu présenter la liste des mesures de maîtrise des risques identifiée dans l'étude des dangers.</p> <p>Par mail du 6 février 2023, l'exploitant déclare avoir retrouvé la liste des mesures de maîtrise des risques identifiée dans l'étude des dangers dans la mise à jour du POI effectuée en 2020 mais jamais diffusée.</p> <p>La consultation du tableau transmis ne permet pas d'identifier les mesures de maîtrise des risques. En outre, l'exploitant n'est pas en mesure de garantir qu'il enregistre et archive de manière exhaustive les opérations de maintenance et de vérification.</p> <p>En cas d'indisponibilité d'un dispositif ou élément d'une mesure de maîtrise des risques, l'installation doit être arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place les mesures compensatoires dont il justifie l'efficacité et la disponibilité.</p> <p>Pour le moment aucune consigne ne permet de mettre l'installation à l'arrêt et en sécurité en cas d'indisponibilité d'un dispositif ou d'un élément d'une MMR. Aucune mesure compensatoire justifiée ne peut être présentée.</p> <p>Par mail du 15 février 2023, l'exploitant a transmis une liste des MMR.</p> <p>L'exploitant doit maintenant s'employer à garantir qu'il enregistre et archive de manière exhaustive les opérations de maintenance sur ses MMR et les tenir à disposition de l'Inspection. L'exploitant doit réfléchir à sa stratégie sur l'indisponibilité d'un dispositif ou d'un élément d'une mesure de maîtrise des risques. Un document opérationnel traitant des indisponibilités d'un dispositifs ou d'un élément d'une mesure de maîtrise des risques doit être établi sous 3 mois. Ce point pourra faire l'objet d'une vérification par l'Inspection lors d'une prochaine visite.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Organisation de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/11/2016, article 8.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes dispositions sont prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident tel que rupture de récipient, déversement direct des matières dangereuses ou insalubres vers le milieu naturel.</p> <p>Les chais, unités, parties d'unités, stockages ou aires de manutention susceptibles de contenir ou de collecter, même occasionnellement, un produit qui en raison de ses caractéristiques et des quantités mises en œuvre est susceptible de porter atteinte à l'environnement lors d'un rejet direct, sont étanchés et équipés de capacité de rétention permettant de recueillir les produits pouvant s'écouler accidentellement.</p> <p>Une consigne doit préciser les vérifications à effectuer pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.</p> <p>Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : Lors de la visite menée le 15 juillet 2020 l'inspection a constaté l'écart 2020-2 portant sur le fait que : "La vérification périodique de la disponibilité des mesures de maîtrise des risques suivantes est à mettre en place, en application des articles 8.6.1, 8.7.5 et 8.7.12.1 de l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2016 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • réseaux de sprinklage installés dans les locaux des motopompes de Reux I et Reux II ; • détecteurs de fuite installés dans les chais de Reux I et alerte associée via la centrale incendie ; • vérification de l'absence de bouchage des canalisations de transfert vers la rétention déportée ; • les deux vannes manuelles de confinement installées sur le réseau de collecte des eaux pluviales de Reux II ne sont pas intégrées dans les consignes en cas d'incendie et ne font pas l'objet de manœuvres régulières." <p>Interrogé sur cet écart lors de la visite d'inspection menée le 2 février 2023, l'exploitant précise que le réseau de sprinklage motopompe est vérifié par la société Tyco et que les détecteurs de fuite font remonter une alarme lors du lavage du sol et de l'aspersion de ces derniers.</p> <p>Par mail du 6 février 2023, l'exploitant indique que le réseau de sprinklage motopompe est vérifié semestriellement par la société Tyco. Le technicien de cette société qui vérifie visuellement les sprinklers n'enregistre pas cette action jusqu'alors. L'exploitant va lui demander de faire l'enregistrement de ce contrôle dans son rapport.</p> <p>Les détecteurs de fuite et l'absence de bouchage des canalisations n'ont pas de vérification formelle à ce jour ; l'exploitant avance que les messages SMS reçus par le passé par le maître de chai et son adjoint prouvent le fonctionnement des détecteurs. L'exploitant indique prévoir de formaliser un contrôle des détecteurs et une vérification de l'absence de bouchage des canalisations au cours du mois d'avril.</p> <p>Lors de la visite menée le 2 février 2023 l'inspection a constaté que la dalle au niveau de la réception des camions contenant les alcools de bouche est fissurée. Afin de pouvoir confiner un éventuel déversement au niveau de cette zone de dépotage, l'exploitant doit investiguer ces fissures et les traiter le cas échéant.</p> <p>Ce point pourra faire l'objet d'un contrôle lors d'une prochaine visite d'inspection.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Moyens de lutte
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/11/2016, article 8.7.4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1 ; - au minimum des moyens externes publics, constitués de 2 points d'eau incendie (PEI) : une à proximité du portail de l'entrée ouest du site ; une au nord, sur la RD675 face à la réserve incendie souple de 240 m³. <p>[...]</p> <p>En complément, une réserve d'eau d'au moins 240 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose de deux prises de raccordement conformes aux normes en vigueur. Deux aires d'aspiration sont également créées à l'intérieur de l'établissement avec un passage piéton direct vers ces PEI. L'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente de ces ressources externes. Une convention atteste de la mise à disposition de cette réserve d'eau de 240 m³.</p> <p>L'établissement doit également disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie dits moyens internes adaptés aux risques à défendre et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un potentiel hydraulique constitué au minimum de 1 200 m³ utilisables sur deux heures (débit requis de 400 m³/h) ; - une réserve d'eau d'incendie de 1 000 m³ à l'est du site ; - une réserve d'eau incendie de 320 m³ au centre du site, dédiée à l'alimentation des boîtes à mousse ; - deux locaux incendie : +local à l'est, destiné aux chais de Reux I, comprenant : 4 boîtes à mousse en simultané (chai de 1 000 m²) ; une motopompe de 650 m³/h ; une réserve d'émulseur de 6 m³ ; +local au centre, destiné au chai DD de Reux II, comprenant : 5 boîtes à mousse en simultané (chai de 1 262 m²), assurant un débit unitaire de 2 500 l/min (150 m³/h) avec un taux d'application de 10 l/min/m² à 3 % d'émulseur ; une motopompe de 830 m³/h ; une réserve d'émulseur de 8 m³ ; - pour les autres zones, des robinets d'incendie armés (RIA), postes d'incendie additivés (PIA) et extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ; - d'un système de détection automatique d'incendie avec report vers une société de surveillance ; - un réseau de déclencheurs d'alerte manuels répartis dans les bâtiments et bureaux. <p>L'établissement dispose, en toute circonstance, de ressources en eaux suffisantes pour assurer l'alimentation du réseau d'eau d'incendie. Il utilise en outre deux sources d'énergie distinctes, permettant, en cas de perte de l'une d'entre elle de maintenir l'alimentation des groupes de pompage du réseau incendie.</p> <p>Constats : Lors de la visite menée le 15 juillet 2020 l'inspection a constaté que : "le bassin de 1000 m³ à l'est du site qui était intégré au potentiel hydraulique ne pouvait pas être considéré disponible suite à un exercice infructueux d'aspiration effectué par le SDIS. En effet, la hauteur d'eau trop importante n'est pas compatible avec les moyens de pompage disponibles. Cette situation a conduit l'exploitant à installer une réserve de 240 m³, dédiée à l'alimentation des boîtes à mousse de Reux I (autonomie de 20 min).</p> <p>Les volumes actuellement disponibles (moyens internes + externes) sont constitués de :</p> <ul style="list-style-type: none"> réserve de 240 m³ + motopompes pour autonomie Reux I ; réserve de 320 m³ + motopompes pour autonomie Reux II ; réserve communale de 240 m³ accessible depuis le site (portail d'accès) ; 2 poteaux sur la voie publique. <p>Cette modification doit être validée par le SDIS afin de confirmer la suffisance du potentiel</p>

hydraulique disponible."

Interrogé lors de l'inspection du 2 février 2023 sur la situation du bassin de 1 000 m³ et sur les suites données à la demande de validation par le SDIS de l'éventuelle suffisance des moyens internes et externes disponibles et opérationnels au regard du potentiel hydraulique requis, l'exploitant a indiqué que :

- la situation du bassin incendie n'a pas évolué ;
- aucun contact avec le SDIS pour vérifier si le potentiel hydraulique est respecté avec l'ajout de la réserve de 240 m³ nécessaire à l'alimentation des boîtes à mousse de Reux I ou s'il faut des moyens complémentaires pour respecter le potentiel hydraulique requis.

Ainsi, l'exploitant n'a pu justifier ni le respect du potentiel hydraulique prescrit à l'article 8.7.4.3 de l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2016, ni la suffisance des moyens internes et externes de défense incendie au regard de potentiel hydraulique requis suite à l'ajout de la réserve de 240 m³ (ie boîtes à mousse Reux I).

Dans ces conditions, considérant que l'exploitant n'a pas traité la problématique importante relative au respect du potentiel hydraulique requis au cours des trois dernières années en corrigeant l'indisponibilité de sa réserve de 1 000 m³, l'Inspection considère ce manquement comme grave pour ce site classé SEVESO.

L'Inspection va proposer au Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions de l'article 8.7.4.3 de l'arrêté du 9 novembre 2016 :

- soit en restaurant la disponibilité du bassin incendie de 1000 m³ (validation du caractère opérationnel par le SDIS);
- soit en justifiant le respect du potentiel hydraulique requis à partir des moyens internes et externes de défense incendie disponibles avec, à l'appui, tous les éléments de preuve du caractère effectivement opérationnel des moyens retenus.

Dans cette attente, l'exploitant doit renforcer les rondes dans tous les locaux à risque (ie locaux contenant des alcools de bouche inflammables).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/11/2016, article 8.7.5
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien et disponibilité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant prend toutes les dispositions appropriées pour s'assurer que les moyens externes peuvent être efficacement mis en œuvre.
Constats : L'exploitant a dimensionné sa défense extérieure contre l'incendie au moyen d'une réserve communale de 240 m3 située au niveau de la route départementale bordant le site et de deux points d'eau incendie. Lors de l'inspection menée le 15 juillet 2020, il a été relevé un écart (écart 2020-1) se traduisant par les demandes de: " • justifier des débits aux poteaux situés sur la voie publique lors d'un essai d'utilisation en simultané ; • formaliser la mise à disposition de la réserve communale par une convention (contrôles périodiques assurant sa disponibilité, modalités d'information réciproque, etc.)." L'exploitant n'est pas en mesure de démontrer que les moyens externes de défense contre l'incendie (réserve communale de 240 m3 et poteaux incendie) peuvent être efficacement mis en œuvre. La convention de la mise à disposition de la réserve communale et le procès verbal de réception de cette dernière par le SDIS ne peuvent être présentés. Les mesures des débits des deux hydrants en simultané n'ont pas été réalisées. Ces points avaient été constatés lors de la précédente visite d'inspection de juillet 2020. L'exploitant a indiqué qu'il n'avait pris aucune disposition tant pour prendre en compte ces constatations que les traiter. L'Inspection va proposer au Préfet de mettre en demeure l'exploitant de prendre toutes les dispositions appropriées pour s'assurer que les moyens externes peuvent être efficacement mis en œuvre, en particulier en procédant à des mesures en simultané des débits des deux poteaux incendie pour vérifier la conformité aux débits et en formalisant la mise à disposition de la réserve communale par une convention tel que requis à l'article 8.7.4.3 de l'arrêté d'autorisation d'exploiter du 09/11/16.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Plan d'opération interne
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/11/2016, article 8.7.11
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'opération interne
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir avant le démarrage de l'exploitation, un plan d'opération interne (POI) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarios dans l'étude de dangers.</p> <p>En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du POI. Il met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du POI. Il prend en outre, à l'extérieur de l'usine, les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues au POI en application de l'article R.512-29 du code de l'environnement.</p> <p>Il est cohérent avec la nature et les enveloppes des différents phénomènes dangereux envisagés dans l'étude de dangers. Un exemplaire du POI doit être disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement.</p> <p>L'exploitant doit élaborer et mettre en œuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir la recherche systématique d'améliorations des dispositions du POI. Cela inclut notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> l'organisation de tests périodiques (au moins annuels) du dispositif et/ou des moyens d'intervention ; la formation du personnel intervenant ; l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations ; l'analyse des accidents qui surviendraient sur d'autres sites ; la prise en compte des résultats de l'actualisation de l'étude de dangers (suite à une modification notable dans l'établissement ou dans le voisinage) ; la revue périodique et systématique de la validité du contenu du POI, qui peut être coordonnée avec les actions citées ci-dessus ; la mise à jour systématique du POI, au moins tous les 3 ans, en fonction de l'actualité de son contenu ou des améliorations décidées. <p>Le POI prévoit les modalités pratiques d'information des sites industriels voisins en cas de sinistre sur le site.</p> <p>L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour les tests périodiques. Le compte rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'actions est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Constats : L'exploitant dispose d'un POI. L'Inspection a pu constater la présence du POI au niveau de l'accueil administratif et de l'accueil au niveau de l'embouteillage. Les versions de ce POI datent de 2018.</p> <p>L'exploitant a indiqué en réunion qu'il s'agit de la dernière version disponible et qu'une mise à jour devrait intervenir pour prendre en compte le retour d'expérience et les évolutions réglementaires induits par l'accident Lubrizol de Rouen. Cette mise à jour a été confiée à un bureau d'étude en charge de revoir également l'étude des dangers du site.</p> <p>Pour mémoire, l'article 69 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 indique : "Lorsqu'il existe un plan d'opération interne pris en application de l'article R. 181-54 du code de l'environnement, ce plan contient les données et informations prévues aux points a à h de l'annexe V de l'arrêté du 26 mai 2014." Cette disposition est applicable aux plans d'opération interne établis ou mis à jour à compter du 1er janvier 2023. Les plans d'opérations interne existants sont mis à jour au plus tard au 1er janvier 2026."</p> <p>Par mail du 6 février, l'exploitant a indiqué à l'Inspection qu'une version de 2020 du POI a été retrouvée mais cette dernière n'a jamais été diffusée. L'exploitant indique que le dernier exercice POI a été réalisé en 2019.</p> <p>L'Inspection demande le compte-rendu de cet exercice et les actions prises par l'exploitant suite à cet exercice ainsi que la transmission de la dernière version approuvée du POI.</p> <p>Un exercice doit être réalisé par l'exploitant tous les ans.</p> <p>L'Inspection a rappelé la nécessité et l'importance de mener des exercices POI sur ce site classé SEVESO seuil bas et va proposer au Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter cette périodicité.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Zones de confinement des eaux polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/11/2016, article 8.7.12.1
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.
Constats : Lors de l'inspection, la vanne manuelle de confinement a été manœuvrée avec difficulté et les conditions d'intervention se sont avérées délicates et potentiellement dangereuses pour l'intervenant (risque de chute). Devant ce constat, l'exploitant a décidé de changer sa stratégie de gestion des eaux. Ainsi, les eaux qui étaient dirigées initialement vers la réserve incendie de 1 000 m ³ (qui dispose d'une surverse vers le bassin de confinement) sont maintenant dirigées vers le bassin de confinement. Ce bassin est munie d'une pompe mobile de relevage qui renvoie les eaux collectés vers le bassin communale d'infiltration. Cette situation permet ainsi au gardien de ne plus devoir manœuvrer cette vanne. La pompe de relevage sera arrêtée dès qu'une pollution est avérée et/ou qu'un incendie se déclare sur le site ; un bouton d'arrêt de l'alimentation de cette pompe se trouve au niveau du local groupe sprinkler de Reux I. L'exploitant indique que l'arrêt de la pompe fait partie des consignes données au gardien (consigne non vérifiée par l'Inspection). Interrogé sur le volume utile du bassin de confinement, l'exploitant n'a pas pu apporter de précisions. L'exploitant doit clarifier la capacité de rétention du bassin de confinement et son mode de gestion qui doit permettre de garantir en toute circonstance la disponibilité du volume de confinement requis. En particulier, l'exploitant précisera les mesures de conduite, de surveillance et d'alerte de la pompe de relevage garantissant sa disponibilité et le volume "utile" de confinement requis. Une défaillance non détectée de la pompe de relevage ou un mauvais fonctionnement peut compromettre la fonction de confinement des eaux d'extinction dudit bassin.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois